



MINISTRE DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE,
DE LA TRANSFORMATION DIGITALE,
DES POSTES, ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS



TERMES DE RÉFÉRENCES

Assistance technique au Ministère en charge du Développement Numérique et au projet PIC dans la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire au soutien de e-commerce¹

1. CONTEXTE

Le Gouvernement Malagasy a obtenu un financement de la Banque mondiale pour une troisième phase du Projet Pôles Intégrés de Croissance (Projet PIC) : le « Projet de Transformation Économique pour une Croissance Inclusive » (PIC3), dont une partie a été allouée au Ministère du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications (MNDTP), pour le renforcement du cadre juridique de l'Économie Numérique et de l'entrepreneuriat digital en particulier.

Cette nouvelle phase permet d'ajouter, en sus du Tourisme et de l'Agribusiness, le Numérique, en tant que nouveau secteur cible du Projet. La région Analamanga, particulièrement, a été identifiée comme zone-pilote pour le secteur du numérique.

Le nouveau projet s'inscrit dans l'objectif de contribuer à la relance économique à la suite de la pandémie du COVID-19 qui affecte le pays depuis l'année 2020, partant du constat que les pays à forte résilience économique, lors de la période post-COVID, sont ceux dont l'Administration et le secteur privé ont su tirer profit des activités et services numériques et digitaux pour, soit continuer à être opérationnels, soit pour innover leur processus de fonctionnement/production interne et améliorer de ce fait leur rendement.

S'alignant dans cet objectif du PIC3 qui est de soutenir la croissance des Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans les régions et les secteurs cibles, le projet sous le pilotage et la coordination du MNDPT s'ancre parfaitement autour des trois (03) composantes du PIC3 :

¹ le e-commerce comprend à la fois les marchandises et les services commandés et/ou fournis par voie numérique.

- Composante 1 : Attirer et retenir les investissements privés et lever les principales contraintes pour soutenir la reprise économique ;
- Composante 2 : Lever les contraintes à l'investissement privé et améliorer la compétitivité économique locale pour soutenir la reprise dans les régions et les secteurs cibles ;
- Composante 3 : Soutenir la reprise et la croissance des PME et de l'entrepreneuriat dans les secteurs et les régions cibles, en ce que la mise en place et en œuvre d'un corpus législatif et réglementaire à même de faciliter la croissance des PME et entreprises du secteur numérique à Madagascar.

Ce faisant, l'Etat malagasy lève les barrières à la sécurité de l'investissement dans ce secteur, et institue en plus, d'autres systèmes pour inciter les actuels opérateurs à investir davantage, et les potentiels investisseurs à intégrer le marché.

C'est dans ce cadre et dans ce contexte d'élaboration de la législation et de la réglementation sur le e-commerce en particulier, que le MNDPT fait appel à l'assistance technique d'un Cabinet ou Consortium de cabinets aux expertises pluridisciplinaires.

L'appui requis par le MNDPT se décline sur le domaine juridique.

Les Consultants réaliseront leur mission sans interdépendance directe et en parallèle, sous la coordination du MNDPT, via la Direction des Affaires Juridiques qui assurera la cohérence de leurs travaux.

2. OBJECTIF ET ÉTENDUE DE LA MISSION

La mission sera divisée en quatre (04) étapes successives. Les activités suivantes, composantes principales de la mission, sont données à titre non exhaustives :

Etape 1 : Revue initiale

- **Faire une recherche documentaire** sur les différentes publications et projets sur le secteur numérique à Madagascar et leur soutien au e-commerce ou au cadre juridique y afférent : diagnostic « Digital Economy for Africa », Assistances techniques PTA, projets financés par les bailleurs, etc.),

Etape 2 : Etat des lieux législatifs, avec benchmarking international

- **Faire un état des lieux sur la situation nationale, incluant également un benchmarking international, sur les Lois, décrets, arrêtés, directives et autres documents législatifs qui concernent le e-commerce à Madagascar.** Les consultants analyseront leur portée et leur champ d'application ainsi que les différents gaps ou chevauchements législatifs et règlementaires à combler. Il

dressera un bilan avec recommandations d'actions prioritaires et à plus moyen-terme. Cet état des lieux devra inclure, mais ne se limitera pas, aux aspects suivants :

- Le Cadre législatif des transactions numériques (authentification numérique, signatures électroniques, contrats numériques, facturation numérique,...);
 - Confidentialité des données et données personnelles ;
 - Cybersécurité ;
 - Protection des consommateurs ;
 - Interopérabilité ;
 - Logistique et facilitation des échanges
 - Paiements
 - Politique de concurrence dans le secteur numérique ;
 - Flux transfrontaliers de données et d'informations,
 - etc...
- Le benchmarking sera fait avec des pays aux contextes similaires à Madagascar en matière de transition numérique, et des pays à forte croissance numérique. Dans ce même état des lieux, le consultant **analysera les Conventions internationales et/ou régionales auxquels Madagascar a adhéré comme** par exemple les APE avec l'UE, la COMESA, la SADC ou la ZLECAf sur ces aspects transfrontaliers, etc., qui régissent/concernent directement ou indirectement le e-commerce. Le consultant analysera également les dispositions AfCFTA sur le commerce numérique, et les implications / applicabilité à Madagascar dans quelques années.

Une fois l'état des lieux établi, les consultants **procéderont à des interviews qualitatifs et quantitatifs et/ou des discussions en table ronde avec un échantillon représentatif du secteur du numérique et des entreprises concernées par le e-commerce à Madagascar, en consultation avec le MNDPT, et le projet PIC** (GOTICOM, entreprises BPO, startups dans le digital, grandes entreprises et PME, plateformes digitales, marketplaces, etc.) et feront une hiérarchisation de leurs principales suggestions et ressentis par rapport au cadre législatif en vigueur et leurs priorités d'intervention ou modifications du cadre existant. Des PV de ces réunions seront établies et soumis avec les livrables du consultant.

Etape 3 : Plan d'action

Les consultants prépareront, sur la base de l'état des lieux et des consultations, **un roadmap législatif et réglementaire** pour améliorer le cadre légal pour le e-commerce à Madagascar, adapté au contexte et aux réalités malgaches.

Ce roadmap sera présenté au Ministère et dans au moins une session aux représentants du secteur privé consultés pour recueillir leur feedback et les améliorations éventuelles par rapport au cadre préliminaire proposé.

Etape 4 : Assistance Technique

Accompagnement du Ministère MNDPT dans la mise en œuvre : élaboration des textes, suivi et soutien à leur adoption, mise en œuvre, renforcement des capacités des équipes techniques au sein du Ministère et des autres institutions en cas de besoin.

3. DUREE ET ORGANISATION DE LA MISSION

La durée estimée pour l'exécution de la mission est de six (06) mois, prorogeable selon les besoins/changements de circonstances justifiant l'extension de la durée de la mission, notamment sur l'extension de délai des échanges, le délai des validations aux niveaux des diverses parties prenantes.

4. LIVRABLES

Le cabinet, composé de profils spécialisés dans les domaines juridique, économique et digital qui travailleront en collaboration, sortira les livrables suivant :

- Une (01) semaine après le recrutement : Document de démarrage présentant la méthodologie de travail, approche et calendrier détaillé des travaux des consultants.
- Deux (02) mois après le recrutement : Rapport intermédiaire sur les travaux de recueil/collecte des textes (lois/décrets/arrêtés/autres règlements) existants et en vigueur à Madagascar sur le numérique et/ou la digitalisation tous secteurs confondus (public et privé). Rapport sur l'état des lieux tous secteurs confondus (public et privé).
- Quatre (04) mois après le recrutement : Rapport intermédiaire sur les travaux de benchmark
- Cinq (05) mois après le recrutement : Roadmap (plan de déploiement détaillé avec les échéanciers) détaillé du projet et PV des consultations menées (avec participation) du secteur privé.
- Six (06) mois après le recrutement : Drafts des projets de textes entièrement rédigés (lois/décrets), tels qu'identifiés dans la liste du livrable n°3, comme devant être conçus pour former le cadre juridique du e-commerce.
- Fin de la mission : Rapport final, incluant les rapports sur les renforcements de capacités et formations dispensé par le consultant.

5. QUALIFICATION ET PROFIL REQUIS

Le cabinet doit être localisé ou représenté à Madagascar et doit :

- Être une entité légalement constituée ;
- Disposer d'équipe présente localement pour mener les travaux ;
- Justifier d'au minimum cinq (5) ans d'expériences réussies dans un tel type d'assistance technique ;
- Justifier d'expériences réussies dans la rédaction et proposition de texte juridique et de réformes, ainsi que de renforcement de capacité institutionnelle ;
- Avoir une bonne connaissance de Madagascar et du contexte socio-économique.

Le Cabinet chargé de cette mission sera composé des équipes suivantes : quatre (04) juristes dont deux (02) publicistes et deux (02) privatistes, deux (02) économistes et deux (02) experts du secteur numérique possédant les critères suivants :

Les consultants juristes :

Qualifications académiques

Diplôme :

- Master 2, Doctorat ou équivalent en droit avec une spécialisation en droit du numérique, droit des technologies de l'information, droit des affaires ou droit de la propriété intellectuelle.
- Une certification ou une formation complémentaire en cybersécurité, protection des données personnelles ou transformation numérique est un atout.

Expérience professionnelle

Au minimum 5 années d'expérience en tant que juriste spécialisé dans les questions liées au numérique, notamment :

- La réglementation des plateformes numériques et du e-commerce.
- La gestion des problématiques juridiques liées aux données personnelles et à la cybersécurité.
- La rédaction, la négociation et la gestion de contrats liés aux technologies numériques (contrats SaaS, licences logicielles, hébergement, etc.).

Expérience avérée dans le conseil juridique pour des projets de transformation numérique, y compris au sein de gouvernements, d'organisations internationales ou d'entreprises privées.

Connaissance approfondie du cadre légal et réglementaire applicable aux technologies numériques à Madagascar ou dans des pays similaires est un plus.

Compétences techniques

1. Droit et réglementation :

Maîtrise des lois et règlements nationaux et internationaux relatifs :

- À la protection des données personnelles (RGPD, LPDP, CMIL, etc.).
- À la cyber-sécurité et à la protection des infrastructures critiques.
- Aux transactions électroniques et commerce en ligne (transactions électroniques, paiement électronique, signatures électroniques, etc.).
- À la propriété intellectuelle, notamment dans le contexte des technologies numériques.
- Connaissance des standards internationaux et des cadres de régulation applicables aux technologies émergentes (IA, blockchain, IoT, etc.).

2. Expertise spécifique :

- Analyse et gestion des risques juridiques dans les projets numériques.
- Rédaction et négociation de politiques de confidentialité, conditions générales d'utilisation (CGU) et contrats technologiques.
- Conseil en conformité réglementaire pour les acteurs du e-commerce et des services numériques.
- Suivi des évolutions législatives et technologiques pouvant impacter le numérique.

3. Cybersécurité et gouvernance des données :

- Capacité à collaborer avec des équipes techniques pour l'élaboration de politiques de sécurité informatique conformes à la réglementation.
- Expertise en évaluation d'impact sur la vie privée (Privacy Impact Assessment PIA).
- Bonne compréhension des systèmes d'information et des enjeux de gouvernance des données.

Compétences transversales

Langues :

- Excellente maîtrise du français, tant à l'oral qu'à l'écrit.
- Une bonne maîtrise de l'anglais juridique est fortement souhaitée.

Capacités analytiques :

- Esprit critique pour analyser et synthétiser des problématiques complexes.
- Aptitude à proposer des solutions juridiques pragmatiques adaptées aux enjeux numériques.

Compétences relationnelles :

- Excellentes capacités de communication et de vulgarisation des concepts juridiques complexes pour un public non juriste.

- Capacité à travailler en équipe avec des experts techniques, financiers et institutionnels.

Gestion de projets :

- Compétences en pilotage ou en appui juridique pour des projets multidisciplinaires impliquant des parties prenantes diverses (public et privé).
- Capacité à prioriser et à respecter des délais stricts.

Disponibilité et adaptabilité

- Disponibilité pour participer à des réunions et missions sur le terrain à travers Madagascar, notamment pour accompagner les initiatives numériques et former les parties prenantes.
- Sensibilité aux contextes juridiques locaux, ainsi qu'aux défis économiques et culturels liés à la transformation numérique.

Les Consultants dans le domaine économique :

Master 2 ou Doctorat en économie, économie numérique, économie appliquée, ou tout autre domaine connexe (économie des technologies, transformation digitale, politiques publiques économiques).

Une spécialisation ou une formation complémentaire en transformation numérique, innovation technologique ou économie des plateformes est un atout.

Expérience professionnelle

Au minimum 5 à 7 ans d'expérience dans le domaine de l'économie numérique, incluant :

- Analyse et évaluation de l'impact économique des technologies numériques.
- Élaboration de politiques économiques favorisant l'adoption des technologies numériques.
- Participation à des projets ou études liés à la transformation numérique, au e-commerce ou à l'innovation technologique.
- Expérience avérée dans l'analyse des marchés numériques, y compris les plateformes de e-commerce, les services numériques, et les écosystèmes de startups.
- Bonne compréhension des dynamiques économiques en Afrique, en particulier à Madagascar, ou dans des contextes similaires.

Compétences techniques

1. Économie numérique :

- Expertise en modélisation des impacts économiques des technologies numériques sur les secteurs traditionnels (agriculture, industrie, services).
- Analyse des modèles économiques des plateformes numériques et du e-commerce (B2B, B2C, C2C).
- Évaluation de l'impact des politiques publiques sur le développement du numérique (infrastructures, fiscalité, réglementation).

- Connaissance des enjeux de la transformation numérique : création de valeur, compétitivité, inclusion numérique.

2. Analyse de données et outils économiques :

- Maîtrise des outils statistiques et économétriques pour analyser les données économiques (Stata, R, Python, etc.).
- Expérience en analyse d'indicateurs clés du numérique : taux de pénétration d'Internet, inclusion financière numérique, e-commerce, etc.
- Capacité à développer des modèles prédictifs pour simuler l'impact des investissements ou des politiques numériques.

3. Innovation et entrepreneuriat :

- Connaissance des écosystèmes d'innovation, notamment les incubateurs et startups opérant dans le numérique.
- Analyse des tendances en fintech, agritech, edtech, ou autres secteurs clés du numérique.

4. E-commerce et marchés numériques :

- Analyse de l'impact des plateformes numériques sur les chaînes de valeur locales et internationales.
- Évaluation de la compétitivité des entreprises locales dans un contexte numérique globalisé.
- Connaissance des solutions numériques pour le commerce transfrontalier et l'accès aux marchés internationaux.

Compétences transversales

Langues :

- Excellente maîtrise du français (oral et écrit).
- Bon niveau en anglais pour la consultation de documents techniques et la collaboration internationale.

Capacités analytiques et stratégiques :

- Solide esprit critique et aptitude à fournir des recommandations claires et opérationnelles à partir d'analyses complexes.
- Capacité à synthétiser des données techniques pour un public non technique (politiques publiques, décideurs économiques, entreprises).

Communication et collaboration :

- Aptitude à travailler en collaboration avec des parties prenantes diverses : gouvernement, secteur privé, organisations internationales.
- Capacité à animer des ateliers, des formations ou des discussions stratégiques sur l'économie numérique.

Gestion de projets :

- Compétences en gestion de projets économiques complexes dans des contextes multiculturels et multi-institutionnels.
- Suivi et évaluation des indicateurs de performance économique dans le cadre de projets numériques.

Connaissances spécifiques souhaitées

- Bonne compréhension des politiques nationales de transformation numérique et de e-commerce à Madagascar ou dans des contextes similaires.
- Expertise sur les enjeux spécifiques des pays en développement : inclusion numérique, réduction de la fracture numérique, accès aux financements pour les PME numériques.
- Connaissance des cadres internationaux liés à l'économie numérique (stratégies des Nations Unies, Accords de Facilitation des Échanges de l'OMC, etc.).

Disponibilité et adaptabilité

- Disponibilité pour des missions sur le terrain à Madagascar, y compris dans des zones rurales ou enclavées.
- Capacité à s'adapter aux contraintes et opportunités d'un environnement en développement rapide.

Les Consultants dans le domaine de la digitalisation :

Master 2, doctorat ou équivalent dans l'un des domaines suivants : technologies de l'information, e-commerce, gestion de projets numériques, transformation digitale, ou tout domaine connexe.

Minimum 5 années d'expérience professionnelle dans le développement, la mise en œuvre ou la gestion de projets en services numériques ou e-commerce.

Expérience avérée dans la conduite de diagnostics numériques et la conception de solutions adaptées aux PME, startups ou grands groupes.

Participation antérieure à des projets similaires dans un contexte en développement ou à Madagascar est un atout.

Expérience dans la mise en place de plateformes de e-commerce, intégrant des outils d'e-paiement, de gestion logistique et/ou de gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Bonne connaissance des défis réglementaires et des cadres législatifs du e-commerce, particulièrement dans les pays en développement.

Compétences techniques

- Expertise en conception et développement de plateformes numériques (sites web, applications mobiles, plateformes SaaS) orientées e-commerce.

- Maîtrise des systèmes de paiement en ligne et de leur intégration avec des plateformes de e-commerce (ex. : PayPal, Stripe, Orange Money, MTN Mobile Money, etc.).
- Connaissance des outils de gestion logistique numérique et des technologies de la chaîne d'approvisionnement.
- Aptitude à intégrer des technologies émergentes (intelligence artificielle, blockchain, big data) dans des solutions numériques.
- Compétences solides en gestion de projets utilisant des méthodologies agiles (Scrum, Kanban) ou traditionnelles.
- Capacité à évaluer et améliorer l'expérience utilisateur (UX/UI) pour des interfaces numériques.

Compétences transversales

- Excellentes capacités de communication orale et écrite en français (langue de travail) et un bon niveau en anglais.
- Aptitude à travailler en collaboration avec des équipes multidisciplinaires, des parties prenantes publiques et privées, ainsi que des organisations internationales.
- Capacité à concevoir et animer des formations et ateliers pédagogiques pour un public diversifié.
- Esprit analytique et orienté vers la résolution de problèmes.
- Forte sensibilité aux contextes culturels et économiques locaux.

Compétences en gestion stratégique

- Expérience dans l'élaboration de feuilles de route stratégiques pour des initiatives numériques.
- Capacité à conseiller sur les partenariats publics-privés et les mécanismes de financement liés aux projets numériques.
- Familiarité avec les indicateurs de performance clés (KPI) pour mesurer l'impact des solutions numériques.

Disponibilité et adaptabilité

- Disponibilité pour des missions sur le terrain et des déplacements à travers Madagascar, notamment dans des régions peu connectées.
- Capacité à s'adapter aux contraintes logistiques et contextuelles du pays.

Annexe : Situation du e-commerce à Madagascar

Historique du E-commerce à Madagascar

En 2011, Madagascar initie les travaux autour de la réglementation du e-Commerce et lance un premier état des lieux des textes réglementaires qui régissent le secteur. Très vite, quelques résolutions voient le jour.

- 1) le Comité de Pilotage pour le Développement du E-commerce est créé au sein du Ministère en charge du commerce.

- 2) La CNUDCI (Commission des Nations Unies pour le Commerce International) l'organe institutionnel international dont les travaux sur les textes réglementaires sur le e-commerce sont les plus avancés, est impliqué.
- 3) Les textes régissant le e-commerce suivants et sont promulgués :
 - Loi n° 2014-006 du 17 juillet 2014 sur la lutte contre la cybercriminalité
 - Loi n° 2014-024 du 10 décembre 2014 sur les transactions électroniques
 - Loi n° 2014-025 du 10 décembre 2014 sur la signature électronique
 - Loi n° 2014-026 du 10 décembre 2014 sur la dématérialisation des procédures administratives
 - Loi n° 2014-038 du 9 janvier 2015 sur la protection des données à caractère personnel
 - Loi n° 2016-056 du 02 février 2017 sur la monnaie électronique
- 4) Les lois suivantes sont également créées afin de sécuriser les usages :
 - Loi n° 2015-014 du 19 juin 2015 sur les garanties et la protection des consommateurs
 - Loi n° 2016-029 du 14 juillet 2016 sur la communication médiatisée
 - Amendement n° 2015-036 du 8 décembre 2015 de la Loi sur la théorie générale des obligations

Bien qu'il n'y ait aucun doute sur l'utilité de l'usage du numérique et de la vente en ligne surtout pour les pays en voie de développement comme Madagascar, les indicateurs de l'évolution de ce secteur sont difficile à poser.

Madagascar fait appel à la CNUCED et leur division technologie et logistique pour élaborer le premier état des lieux du e-Commerce. La CNUCED décline le e-commerce en 6 grands secteurs :

- L'Infrastructure et services afférents aux TIC
- Les Paiements
- La Logistique du commerce
- Le Cadre juridique et réglementaire
- Le Renforcement des compétences
- Le Financement du e-commerce

Auxquels l'impact sur l'environnement est ajouté depuis cette année.

L'économie de la vente en ligne

En 2023, la valeur d'exportation de biens de Madagascar était de 3,2 milliards USD. Les premières destinations étant la France et les Etats-Unis, et les premiers produits, le nickel, les épices (Vanille et girofle) et le textile. Toutefois il y a très peu de visibilité concernant le commerce de services en général et celui des services numériques en particulier. Selon les

chiffres de la Banque Mondiale, les exportations de services TIC² sont passées de 40,5 millions USD en 2012 à 238,5 millions USD en 2022³ avec une croissance de 18% l'an.

La seule certitude pour le secteur du numérique et celui du e-Commerce est l'augmentation presque exponentielle de l'utilisation des services de base du numérique (infrastructure de télécommunication et équipements).

En effet, le nombre d'utilisateurs d'abonnements à internet fixe ne cesse d'augmenter passant de 32.074 en 2022 à 38.141 en 2023, donnant une progression moyenne de 18,9%. Le trafic de data fixe a lui-même augmenté, passant de 150.180To en 2022 à 185.499To en 2023 soit une augmentation de 23,52%. Le nombre d'abonnés à internet mobile aussi a augmenté passant de 4.895.953 en 2022 à 9.609.422 en 2023 soit une augmentation spectaculaire de 96,27%.⁴

Une cartographie de l'écosystème du numérique estimait à 656 le nombre d'entreprises actives dans le secteur du numérique⁵.

Si, encore une fois, nous n'avons que très peu de visibilité sur l'usage des services numériques et numérisés, le développement des offres de services numériques et de e-Commerce reste modeste. Les principales raisons souvent évoquées pour ce retard sont les coûts de télécommunications, le déficit de compétences qualifiées et l'ampleur du secteur informel.

Selon global.co.uk, avec un coût de 1,12USD le Go, Madagascar était classé 106ème sur 237 pays en 2023.⁶

165ème sur 169 économies classées. Madagascar est le cinquième pays le moins développé en matière de technologies de l'information et de la communication avec son score de 26,4 sur 100 dans l'ICT development index (IDI) 2023. Ce même score place la Grande île à la 41ème position sur 45 pays africains se trouvant dans cet indice synthétique établie par l'Union internationale des télécommunications (UIT).⁷

Madagascar reste l'un des plus petits marchés du e-commerce avec un chiffre d'affaires prévu de 142,8 millions de dollars en 2024.

Le taux de croissance annuel des revenus devraient être de 20,3 %, ce qui se traduira par un volume de marché projeté de 299,0 millions de dollars américains d'ici 2028. Avec une augmentation attendue de 27,3 % en 2024. A Madagascar comme ailleurs, les ventes

² Concernent les services informatiques et de communications (télécommunications ainsi que services postaux et de messagerie) et les services d'information (données informatiques et transactions de services liées aux nouvelles).

³ <https://donnees.banquemondiale.org/indicator>

⁴ Source : www.artec.mg, 2024

⁵ Madagascar Ecosystème numérique : Cartographie et propositions de mesures d'atténuation des effets du COVID-19 et d'appui au secteur – Nov 2020

⁶ Worldwide Mobile Data Pricing 2023 | 1GB Cost in 237 Countries (cable.co.uk)

⁷ <https://2424.mg/classement-madagascar-cinquieme-pays-le-moins-developpe-dans-lindice-de-developpement-des-tic-2023/>

mondiales à partir du e-commerce devraient augmenter au cours des prochaines années⁸.

L'ECDB a identifié sept marchés porteurs à Madagascar. L'électronique est le plus grand marché et représente 25,3 % des revenus du e-commerce malgache. Il est suivi par la mode avec 20,0 %, les loisirs avec 19,9 %, les meubles et articles de maison avec 11,6 %, l'épicerie avec 8,3 %, les produits d'entretien avec 7,9 % et le bricolage pour les 7,0 % restants.

La part de vente en ligne fait référence à la proportion du volume de vente au détail qui est négociée via Internet. Il comprend les achats via un ordinateur de bureau, une tablette ou un smartphone, via un site Web ou une application. Seule la vente au détail de biens physiques est prise en compte.

Sur le marché de détail, la part des ventes en ligne de Madagascar est de 1,0% et augmentera en moyenne de 8,7% pour atteindre 1,4% d'ici 2028.

Sur la présence commerciale, en tête, avec 22,2% des boutiques, se trouvent l'électronique et l'informatique, suivi par les produits locaux, 11,1% des boutiques, le bâtiment et la construction, 9,7% des boutiques, et les marchandises générales, 9,7% des boutiques. 13,9% des sites de e-commerce sont des places de marchés.

Si une capitalisation de l'utilisation des mobiles est très possible à Madagascar, comme dans presque tous les pays africains, un point de vigilance devra être noté concernant le marché informel véhiculé par les places de marchés (Marketplace) via les réseaux sociaux en général et Facebook en particulier.

L'utilisation des réseaux sociaux augmente à Madagascar. L'analyse Kepios montre que les utilisateurs des médias sociaux de la Grande Ile ont augmenté de 850.000 (+28,8 %) entre début 2023 et début 2024. Le nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux à Madagascar au début de l'année 2024 équivalait à 12,4 % de la population totale, mais il est tout de même important de souligner que les utilisateurs des réseaux sociaux ne représentent peut-être pas des individus uniques. Plus largement, 60,2% de la base totale des internautes de Madagascar (quel que soit leur âge) utilisaient au moins une plateforme de médias sociaux en janvier 2024.⁹

⁸ <https://datareportal.com/reports/digital-2024-madagascar>

⁹ <https://datareportal.com/reports/digital-2024-madagascar>